



Berlin Eco

NUMERO 8

© DG Trésor

8 avril 2020

ACTUALITE ECONOMIQUE

CONTEXTE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

Les anciens ministres fédéraux Sigmar Gabriel (SPD) et Joschka Fischer (Bündnis 90/Die Grünen) appellent à une plus grande solidarité européenne et exigent un « plan Marshall » pour l'Espagne et l'Italie face à la crise Covid-19 ainsi que des aides communes immédiates et un programme européen de reconstruction post-crise.

Les économistes allemands Christian Odendahl (Center for European Reform), Sebastian Grund (Harvard Law School) et Lucas Guttenberg (institut Jacques Delors) proposent la mise en place d'un « [instrument de solidarité pandémique](#) » de 440 Md€. Le financement proviendrait de l'émission d'un emprunt commun unique et limité, garanti par les Etats-membres et ne nécessitant pas de modifications des traités européens. Le remboursement par les Etats-membres se ferait proportionnellement à leur dynamique respective de reprise économique.

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Le [consensus des principaux instituts conjoncturels](#) (DIW, ifo, IfW, IWH, RWI) table sur une contraction du PIB allemand de 4,2 % en 2020 (-1,9 % au 1^{er} trimestre, -9,8 % au 2^{ème} trimestre), en admettant un assouplissement des restrictions d'activité contre le Covid-19 dans la deuxième moitié d'avril. En cas d'un mois supplémentaire de « shutdown », la récession pourrait s'aggraver davantage de 1,5 point. Si une forte reprise avec une croissance de 5,8 % est annoncée pour 2021, les instituts soulignent également les importants risques baissiers pouvant remettre en question leur estimation : affaiblissement plus lent qu'envisagé de la pandémie, recrudescence des infections ou difficultés dans le redémarrage économique. Les instituts critiquent les lacunes dans les aides publiques pour les PME de 11 à 249 employés, pour lesquelles rien ne serait prévu en cas de faillite imminente. Le DIW s'exprime pour la mise en place rapide d'un programme de conjoncture, par exemple sous forme d'allègements fiscaux pour les ménages et de facilités d'amortissement pour les entreprises.

L'institut [IMK](#) table sur une croissance du PIB allemand de -4,0 % en 2020 (-4,9 % au 2^{ème} trimestre, -1,8 % au 3^{ème} trimestre, +4,0 % au 4^{ème} trimestre), dans un scénario d'assouplissement des mesures contre le Covid-19 en mai. Au 2^{ème} trimestre un recul de 4,9 % du PIB est attendu. La contraction annuelle du PIB pourrait doubler dans le cas d'un prolongement de deux mois supplémentaires de restrictions. Profitant d'un fort effet de relance, la croissance est annoncée à +2,4 % pour 2021.

Un [sondage de l'institut ifo](#) révèle que sur 155 économistes allemands interrogés, 77 sont en faveur d'un arrêt des mesures de confinement au bout de huit semaines, pour limiter les dégâts économiques du « shutdown » et ce même en cas d'incertitudes sur la suffisance des capacités médicales.



L'indice ifo sur les attentes de production industrielle est passé de +2,0 à -20,8 points en mars, soit un niveau inférieur à celui enregistré lors de la crise financière en novembre 2008 (-13,3 points). L'automobile, la fabrication de produits plastiques et caoutchoucs ainsi que la métallurgie sont les secteurs les plus touchés par la pandémie, avec des pertes respectives de 36, 32 et 37 points. La production textile et l'ingénierie mécanique chutent de 24 points. Le secteur alimentaire semble préservé avec un indice en net recul mais qui reste positif (+3,8 points pour l'alimentaire et +6,4 points pour les boissons).

Le **baromètre consommation** de la fédération allemande du commerce HDE a chuté de 3,25 points en avril par rapport à mars et atteint 96,6 points, niveau le plus bas depuis octobre 2016.

Un groupe d'experts (économistes, sociologues, infectiologues, médecins) autour de Clemens Fuest (directeur de l'ifo) a publié des **recommandations sur une « stratégie d'ouverture progressive »** des activités sociales et économiques dans le contexte Covid-19. Priorité est donnée à la protection des groupes socioéconomiquement et sanitaire ment vulnérables. Les recommandations se concentrent sur la définition de **critères indispensables à une transition progressive, durable et ne mettant pas en danger la sécurité sanitaire** : dépistages de grande ampleur, sécurisation de la production de matériel médical et de médicaments. Ils insistent également sur l'importance de la stratégie de communication.

L'IW Köln propose une **stratégie « d'Exit »** conditionnée par la stabilisation des capacités médicales. La priorité serait la réouverture des structures d'accueil d'enfants avec système de roulement et l'accroissement de l'offre de transports en commun afin de réduire les contacts. L'administration publique, le commerce, les services et l'industrie sont cités comme secteurs dont l'activité devrait être relancée rapidement. Les responsables politiques devraient faire preuve de discernement pour définir les secteurs devant rester soumis à des restrictions plus longtemps (événementiel, salons) et garantir les aides financières indispensables à leur survie. L'attention de l'Etat aux problèmes de liquidités persistant est encouragée ainsi qu'un plan budgétaire de reprise post-Corona.

Veronika Grimm (Université d'Erlangen-Nuremberg) et Monika Schnitzer (Université de Munich), viennent d'être nommées au Conseil allemand d'experts économiques pour remplacer les « Sages » sortants Isabel Schnabel (maintenant BCE) et Christian M. Schmidt (RWI). Ce dernier devient co-président du Conseil franco-allemand d'experts économiques aux côtés de Philippe Martin (Sc-Po Paris).

POLITIQUE BUDGETAIRE

Selon Hans-Günter Henneke, PDG de la fédération des conseils régionaux (« Landkreistag »), **il manquerait 11,5 Md € aux communes**. Un recul massif des recettes fiscales est attendu en mai parallèlement à une hausse des dépenses Hartz IV. La fédération demande à l'Etat fédéral et aux Länder de venir en aide aux communes en leur accordant une plus grande part des recettes de la TVA.

POLITIQUES SOCIALES

Dans leur **rapport** de printemps, les instituts prévoient un pic passager du taux de chômage à 5,9% et du nombre de personnes en chômage partiel à 2,4 millions. Le taux de chômage (en définition nationale) s'établirait à 5,5% en 2020, après 5,0% en 2019. **L'emploi** reculerait de 280 000 à 45,0 millions en 2020. La hausse des coûts salariaux unitaires resterait élevée, au niveau de celle de 2019 (3,4%).

Selon une **estimation** de l'agence fédérale du travail publiée le 31 mars, 470 000 entreprises ont déposé en mars un recours au dispositif de **chômage partiel**, après 1 900 entreprises en février, mais le nombre de salariés concernés n'a pas été publié.

La **Commission retraite** a présenté le 27 mars 2020 un **rapport** préconisant après 2025 de plafonner le taux de cotisation à l'assurance retraite dans une plage comprise entre 20 et 24% et de fixer un plancher



pour le niveau de retraite compris entre 44% et 49% du salaire moyen. Un consensus n'a pu être trouvé sur la question d'un relèvement de l'âge de la retraite au-dessus de 67 ans.

Selon une [étude](#) de l'IAB, le nombre de **salariés transfrontaliers** travaillant en Allemagne a presque triplé depuis 2010, à 191 000 en 2019. Le plus grand nombre venait de Pologne (69 000) en 2019, suivi de la France (36 000).

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

[L'Agence financière allemande](#) a annoncé le 7 avril qu'elle émettra au T2 2020 **43 Md€ de dette supplémentaire** et utilisera la syndication bancaire. Les nouvelles émissions se feront en grande partie sous la forme de titres à court terme (*Bubills* de 3 à 12 mois) dont le volume d'émission passera de 40 à 72 Md€. Les émissions de titres à long terme (de 2 à 30 ans) augmenteront de 11 Md€, en partie sous la forme de nouveaux segments, des obligations à 7 ans et 15 ans.

REGULATION FINANCIERE

En raison de l'emprise de la pandémie sur les établissements de crédits, les superviseurs bancaires, [Bundesbank et BaFin](#), ont décidé de repousser d'une année le **stress test** qu'ils comptaient mener à partir de l'automne 2020 auprès des plus petits établissements (*LSIs*).

La confédération du secteur bancaire allemand, DK, demande une révision de la loi du 23 mars dernier (*CorInsAG*) qui permet le **report des remboursements des crédits à la consommation**, y compris la suspension du calcul des intérêts, pendant trois mois au maximum, sans pénalité de retard. La [fédération](#) exige au minimum la poursuite du calcul des intérêts.

En raison de la pandémie, le directeur de la supervision des assurances, Frank Grund (BaFin), se prononce pour un report de la revue de la **directive Solvabilité II**. Par ailleurs, contrairement à l'EIOPA, il n'est pas favorable à une recommandation visant à supprimer le **versement de dividendes** pour 2019.

A la suite d'un [accord entre le ministère de l'Economie du Land de Bavière](#), trois assureurs et la fédération DEHOGA (hébergement et gastronomie), les hôtels et restaurants bavarois percevront entre 10 et 15 % du taux journalier convenu dans leur **contrat d'assurance « pertes d'exploitation »**, qui d'ordinaire, ne couvre pas le dommage dû à une pandémie.

BANQUES ET ASSURANCES

Afin de faciliter l'accès aux crédits des entreprises, la **KfW** a annoncé le 6 avril l'ouverture d'un nouveau [programme de prêts garantis à 100 %](#) par le Bund d'un montant maximum de 500 000 € pour les entreprises employant 11 à 50 personnes et de 800 000 € pour celles employant 51 à 249 personnes. Jusqu'à cette date, la KfW a reçu dans le cadre du programme d'aide aux entreprises (crédits garantis jusqu'à 90 %) [5 007 demandes d'un montant total de 12,1 Md€](#).

BayernLB obtient avec [653 M€ avant impôts](#) (contre 869 M€ en 2018) un meilleur résultat annuel qu'Helaba et LBBW. Il est en partie dû à des revenus exceptionnels résultant de la reprise de provisions. La banque enregistre, comme en 2018, des produits nets d'intérêts et de commissions de plus de 2 Md€. Elle a débuté une restructuration mettant davantage l'accent sur son activité d'immobilier commercial et sa banque en ligne DKB. Avec un programme d'investissement notamment dans l'IT de 400 M€, cette dernière compte doubler d'ici cinq ans le nombre de ses clients pour le passer à 8 M. Les suppressions d'emplois de BayernLB dépasseront les 400 annoncés fin 2019. Elle renonce à verser à ses sociétaires (Land et caisses d'épargne de Bavière), d'ici au 1^{er} octobre, les 150 M€ de dividendes prévus et déclare



se concentrer actuellement sur les demandes de « prêts Covid 19 » de la KfW et de la banque d'investissement bavaroise LfA qui pourraient atteindre, tout au long de la crise, le nombre de 100 000.

Hypovereinsbank enregistre un résultat annuel avant impôts supérieur à celui de 2018 (1,4 Md€ contre 0,7 Md€) en raison notamment de reprise de provisions. Elle versera, d'après son rapport annuel, 3,3 Md€ à sa maison-mère Unicredit, soit son plus haut dividende depuis 15 ans. Ce montant sera composé du bénéfice net de 0,8 Md€ et de 2,5 Md€ de réserve.

Selon la Bundesbank, l'Allemagne comptait fin 2019 **1 717 établissements de crédit**, soit 66 de moins que fin 2018. Le nombre d'agences a reculé de 1 220 pour atteindre 26 667 (contre -2 239 en 2018). Les caisses d'épargne/Landesbanken et les banques mutualistes ont respectivement perdu 525 et 471 agences.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Économique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Antoine Guilleman, Lucie Petit et Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 8 avril 2020